



Coordination nationale Pas sans Nous

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

La Coordination nationale Pas sans Nous a été créée suite au rapport *Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous*, rédigé par Mohamed Mechmache et Marie-Hélène Bacqué et remis au ministre de la Ville, François Lamy, en juillet 2013. La création de cette plateforme associative nationale était en effet l'une des 1+30 propositions de ce rapport qui ont toutes pour objectif de promouvoir et de rendre effective la participation des habitants des quartiers populaires dans toutes les politiques publiques.

Malheureusement, la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite « loi Lamy » n'a pas retenu grand-chose de ces propositions. Elle en a même détourné une, celle sur les Tables de quartier, devenues des Conseils citoyens. Dans le même temps, toutes les personnes mobilisées autour du rapport se sont constituées en Coordination provisoire, le temps de se rassembler pour créer la « plateforme associative nationale » proposée dans le rapport. L'Assemblée générale constitutive de la Coordination nationale Pas sans Nous a eu lieu les 5 et 6 septembre 2014 autour de 200 acteurs venus à Nantes pour cet événement.

Afin de mobiliser le plus grand nombre autour de valeurs communes, la Coordination s'est dotée d'une Charte. Elle souligne la richesse des quartiers populaires qui, bien que trop souvent laissés à l'écart des décisions, des opportunités d'épanouissement, et même du récit national, sont des lieux où se développent de nombreuses alternatives, luttes et propositions qui doivent non seulement être prises en considération mais également soutenues et mises en lumière.

Elle pose enfin les principes fondamentaux de la Coordination, espace démocratique participatif, interactif, indépendant et transparent dans son fonctionnement et sa gestion dont la légitimité est fondée sur l'activité, l'expérience et l'expertise d'usage de ses membres. La seconde Assemblée générale de notre association s'est tenue en janvier 2016. Au cours des trois ans qui ont suivi, la Coordination nationale Pas sans Nous a poursuivi son développement tant au niveau local avec l'élargissement du mouvement à de nouveaux territoires et une augmentation de son nombre d'adhérents, qu'au niveau national, avec notamment le renforcement de son équipe salariée.

L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire qui a eu lieu en mai 2018 à Marseille a été un tournant dans le développement de Pas sans Nous. Ce fut l'occasion de réaffirmer à tous nos adhérents mais également à nos partenaires notre double positionnement de coopération mais aussi d'interpellation.

L'année 2018 fut également un moment complexe pour Pas sans Nous, avec le départ des salariés, notamment du fait de la fin des emplois aidés. Mais ces départs ont également permis aux bénévoles et administrateurs, de renforcer leur engagement pour faire avancer la coordination.

1. Le développement de la Coordination nationale

Communication au niveau national

En 2018, la Coordination nationale a poursuivi sa communication externe et les échanges avec ses adhérents et ses structures membres, avec :

- Près de 1830 abonnés sur Twitter contre 1350 fin 2017 ;
- 2660 personnes suivent la page Facebook ; 2200 fin 2017 ;
- Un blog Médiapart avec 39 publications ;
- Des vidéos mises en lignes sur youtube3 et la diffusion de vidéos live sur les réseaux sociaux.

Tous ces outils permettent à Pas sans Nous de renforcer le partage d'expériences entre ses adhérents. Le renforcement de la visibilité de notre association s'est également traduit par une présence dans les médias, tant radio, presse écrite que sur internet. Nous pouvons citer notamment toutes les communications de Mohamed Mechmache, représentant de Pas sans Nous élu à l'Assemblée générale de Marseille, lors du rapport Borloo ou encore du mouvement des Gilets jaunes.

Soutien du national aux coordinations départementales

Dans le cadre de son action, la Coordination nationale Pas sans Nous a poursuivi la mise en réseau d'associations locales et leur structuration en coordinations départementales. Citons, notamment, son soutien à :

- PSN 49 à différentes reprises : co-formation des professionnels de la protection de l'enfance, participation à une Table de quartier sur l'éducation, accueil à Paris de la marche pour le logement et des marcheurs partis 15 jours plus tôt à pied depuis Angers, participation à son Assemblée générale ;
- PSN 37¹ en contribuant au livret racontant l'action menée sur le quartier du Sanitas à Tours : « Sanitas du futur », portée par l'association Pih-Poh ;
- PSN 30² : Accueil du Festival Toucouleurs de Dell'Arte, les habitants de Nîmes Pissevin peu habitués à être sollicités ont ainsi pu retrouver un moment dédié pour leurs expressions quelles qu'elles soient, de temps pour échanger se rassembler et partager autour d'un moment festif ;
- PSN 72 qui a intégré le Conseil national suite à différentes rencontres avec eux pour favoriser leur structuration en délégation départementale ;
- PSN 35 qui, jusqu'à présent participait à l'expérimentation des Tables de quartier, et qui s'est structuré en délégation départementale et a rejoint le Conseil national lors de l'Assemblée générale de Marseille.

L'Assemblée générale – Marseille 2018

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des 12 et 13 mai 2018, a été le théâtre d'un rassemblement de plus de 200 personnes à Marseille. Pendant deux jours nous nous sommes réunis pour faire le bilan des 3 premières années de la Coordination et débattre des orientations à venir.

Après un premier rappel des principales actions conduites : Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne, Tour de France, suivi des conseils citoyens, expérimentation des Tables de quartier, 1^{ère} Université des quartiers populaires qui s'est tenue à Angers, le rapport moral a insisté sur les difficultés à construire un mouvement national qui repose prioritairement et essentiellement sur les mobilisations locales.

¹ https://www.youtube.com/watch?v=Ei4W-uD_7Ew

² <http://www.ekodesquartiers.net/2018/07/05/rencontre-toucouleurs-toulouse-nimes/>
https://www.youtube.com/watch?v=PZt_I5_9VLI

Ainsi, le rapport moral se terminait sur ces mots : « *L'enjeu majeur pour nous tous, est, certes, de réussir à construire un véritable rapport de force, en mobilisant le plus largement possible à partir des territoires. Mais si nous voulons sortir des politiques spécifiques et des assignations territoriales, nous devons converger et construire des alliances concrètes et durables. Nous devons penser des actions pour être visibles et audibles au-delà de nos frontières dites prioritaires. Car le traitement politique spécifique des quartiers populaires concerne l'ensemble de la société française.* »

Différents ateliers sur les orientations stratégiques structuraient les travaux de ces deux journées. Ainsi plusieurs axes stratégiques et organisationnels permettant le développement de stratégies au niveau local ont été retenus :

- 1- Organiser les collectifs d'habitants pour optimiser l'interpellation des pouvoirs publics et promouvoir les orientations-cadre politiques telles qu'énoncées dans le rapport Bacqué/Mechmache ;
- 2- Faire de la lutte contre les discriminations une orientation prioritaire ;
- 3- Développer le soutien aux associations et aux collectifs d'habitants comme axe d'action face au risque d'épuisement par manque de soutien et d'organisation en réseaux ;
- 4- Construire et renforcer des partenariats avec d'autres collectifs pour des mobilisations communes ;
- 5- Définir des stratégies pour conquérir notre place dans le système de décision : lors des prochaines élections municipales, dans les associations de locataires ou de parents d'élèves ;

Le rôle du niveau national est double et faisait l'objet de la modification des statuts lors de l'Assemblée générale extraordinaire. Il était important que ces statuts affirment la stratégie d'actions pour porter les revendications des habitants des quartiers et son inscription dans l'organisation même de l'association :

- La coordination nationale PSN n'existe que par le collectif constitué par les délégations départementales ;
- C'est au niveau local que se mènent les luttes contre les expulsions, les projets de rénovation urbaine, pour une école de qualité... C'est au niveau local que se mobilisent les habitants ;
- Mais les mobilisations locales peuvent et doivent être amplifiées par le niveau national, par sa reconnaissance par les institutions.

En ce sens, toutes les prises de position que la Coordination doit porter – au niveau national (gouvernement et institutionnel) comme au niveau local si besoin (maires, bailleurs, présidents de département et leurs services...) – se discutent et se décident dans les instances de PSN. Ce qui implique, par exemple, de débattre collectivement de l'utilité et de l'enjeu pour PSN de participer aux différents groupes ou instances mis en place par les pouvoirs publics, de travailler collectivement aux positions à tenir et aux revendications à défendre, de même que pour les demandes d'audience à un ministre.

À l'issue de cette Assemblée générale, un nouveau conseil national était élu. Il comprend :

- Mohamed Mechmache, représentant national
- Sabrina Djrlevic-Pierre, représentante thématique jeunesse éducation
- Samir Hadj Doudou, représentant thématique logement
- Rabah Mezine, représentant thématique lutte contre les discriminations
- Amina Khemiri, secrétaire
- Mounir Ali-Moknache, trésorier
- Un représentant par délégation départementale

Pas sans Nous ne vous laisse pas sans news !

En 2018, un seul numéro de la newsletter de Pas sans Nous a été publié, en février. L'occasion de proposer de découvrir en vidéo les résolutions de Pas sans Nous, adoptées lors de la première Université des quartiers populaires à Angers, sur la rénovation urbaine, le développement économique, l'éducation, la lutte contre les discriminations, l'accès à des logements et à des emplois dignes, la valorisation des initiatives foisonnantes qui naissent dans les quartiers et une vraie co-construction avec les habitants...

Avec d'autres articles sur les actions locales :

- La Table de quartier du Pile à Roubaix et la sortie du film « Permis de démolir », qui raconte la lutte d'un collectif d'habitants face au projet de rénovation urbaine qui impacte le quartier du Pile depuis son lancement en 2013.
- Évreux et le plan de restructuration des collèges du département, sous le prétexte d'une baisse des effectifs : deux collèges menacés de fermeture...
- La création de PSN49, avec plus d'une quarantaine de personnes principalement issues de quartiers populaires d'Angers, Trélazé et Cholet réunies le 16 décembre 2017, afin d'officialiser le nouveau syndicat des quartiers populaires en Maine & Loire : PSN49.
- La 19ème édition du festival Toucouleurs, lancé par Dell'Arte. Un rendez-vous, véritable marché des ateliers artistiques où initiations et démos ont été de la partie : scratch, bande dessinée, ateliers d'écriture, musique latino, Parkour, théâtre et danses guinéennes...
- Émergence 93, créée en Aout 2017 à Aubervilliers pour favoriser l'insertion ! Démarches administratives, recherche de soutiens financiers, prospection et développement de l'entreprise Shine Auto, projet de solidarité internationale au Maroc.
- Marseille, avec la dernière phase de rénovation urbaine du quartier des Flamands où PSN13/section CSF des Flamands ont été sollicités pour mener une nouvelle fois la concertation auprès des locataires dont le bâtiment va être détruit.
- Le Projet Graphite auquel collabore PSN 13 « Géographie prospective des territoires urbains », un projet de recherche et d'actions dans le cadre du partenariat région-université les Fabriques de la connaissance animé par Élisabeth Doriet, géographe à l'université d'Aix-Marseille.

Malheureusement, du fait du départ des salariés, il n'a pas été possible de publier d'autres newsletters.

2. Mutualisation des savoirs des militants de PSN : la poursuite de co-formations et de formations actions

Co-formation sur la protection de l'enfance

Les freins à la participation des citoyen-ne-s, de façon générale et dans les quartiers populaires, ne sont pas seulement institutionnels ; ils sont aussi liés à des cultures politiques et professionnelles, à des fonctionnements hiérarchiques au sein des institutions, à l'absence de confiance des citoyens dans la possibilité d'intervenir.

Aussi, pour accompagner le développement de la participation citoyenne, que ce soit dans les conseils citoyens, les Tables de quartier ou toute autre politique publique, Pas sans Nous a soutenu et accompagné une co-formation des professionnels de la protection de l'enfance qui s'est déroulé à l'Inset d'Angers, associant Pas sans Nous 49, Atd-Quart-Monde et la Coordination nationale Pas sans Nous.

Au-delà des difficultés rencontrées de respect des identités des parents et de la représentante de Pas sans Nous 49 par les institutions, voire par les formatrices de l'équipe associée d'Atd, cette co-formation a montré tous l'intérêt de ce type de formation : « *L'échange de nos savoirs fait vivre une utopie éducative et sociale. Chacun a des savoirs qui peuvent intéresser les autres. Tout le monde est capable d'apprendre et d'enseigner, nous pouvons apprendre de tous par tous.* »

D'autres projets de co-formation dans le champ des politiques publiques sont envisagés.

Recherche participative sur les transformations des quartiers populaires

Pop-Part, projet de recherche participative, réunit des jeunes de quartiers populaires, des associations, des universitaires afin d'analyser les reconfigurations sociales et urbaines dans les quartiers populaires dans un contexte de métropolisation.

Pas sans Nous a été associée à ce projet dès sa mise en œuvre, à la fois comme membre du comité scientifique et comme accompagnateurs de différents groupes de jeunes.

Cette recherche s'appuie sur une triple démarche :

1. Partir de l'expérience des jeunes – filles et garçons –, de leur ancrage territorial, de leurs trajectoires, de leurs représentations sociales ;
2. S'intéresser à l'espace métropolitain du point de vue des quartiers populaires ;
3. Coproduire les analyses avec les jeunes, des professionnels de la jeunesse et des chercheurs.

Dans un premier temps, les jeunes ont réalisé des « capsules » vidéo dans lesquelles ils donnent à voir « leurs » quartiers. Elles devraient à terme être mises en ligne. Ils ont aussi travaillé sur les mots de leurs vies : discriminations, relations filles-garçons, engagement, violence, sports, culture, religion... mais aussi sur « grande » histoire (des faits qui ont marqué de nombreux jeunes) et « petite » histoire (ceux qui ne sont cités que par un ou deux jeunes).

Tous ces matériaux sont riches de contenu et permettent d'appréhender comment les jeunes vivent les différentes formes d'inégalités. Ils permettent également de saisir les dynamiques contradictoires qui traversent les quartiers populaires en les replaçant dans une histoire passée mais aussi dans des transformations liées à la métropolisation, voire aux Jeux olympiques.

Cette partie de la recherche participative donnera lieu à la publication d'un livre, mais aussi d'articles dans différentes revues (Métropolitiques, Mouvement, notamment).

3. L'Université des quartiers populaires

Les 25, 26 et 27 août 2017, la Coordination nationale Pas sans Nous avait organisé sa première université structurée autour d'ateliers thématiques (qui a permis de réunir près de 150 personnes). Forte de cette expérience, la Coordination nationale Pas sans Nous avait décidé de renouveler l'organisation de cet événement à l'été 2018.

Mais compte tenu de différents facteurs, ce projet n'a pu se réaliser :

- Participation aux groupes de travail Borloo, qui a mobilisé un certain nombre de militants de Pas sans Nous au moment où devait se préparer cette Université ;
- Tenue de l'Assemblée générale sur deux jours, ce qui a nécessité un important travail de préparation et d'organisation ;
- Départ des salariés en avril et mai 2018.

De fait, cette Université a été reportée à l'été 2019. Elle se tiendra les 28, 29 et 30 juin à Roubaix. Mais elle a été préparée dès 2018 lors de différentes réunions de travail du Conseil national, et notamment par la publication des actes de l'Université d'Angers : « Université des quartiers populaires de la Coordination nationale Pas sans Nous – 25, 26 et 27 août 2017 – Angers », mis en ligne sur le site de Pas sans Nous.

4. Coopération avec d'autres mouvements : mobilisation et mise en place de convergences à l'échelle nationale

Conformément à ses orientations stratégiques, la Coordination nationale a poursuivi les coopérations avec les autres mouvements sur des luttes et revendications ayant un impact direct sur la vie des habitants des quartiers populaires : la lutte contre les discriminations et la stigmatisation, la participation citoyenne dans les politiques publiques, la rénovation urbaine et le droit au logement, le réchauffement climatique et le développement durable, notamment.

Citons quelques convergences.

- Convergence avec le DAL : appel et participation à plusieurs de leurs manifestations contre la loi Elan ;

- Collectif Roosevelt : intervention et participation à une soirée débat en février sur le thème : « Comment remettre de l'égalité dans tous les territoires de la République » ;
- #Les Jours Heureux! : participation aux différentes réunions et au séminaire qui s'est tenu en mai à Villarceaux et a rassemblé les cinquante associations qui avaient élaboré 25 mesures à soumettre aux candidats à la Présidentielle, la première étant la création du Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne ;
- Accueil du Tour de France d'Alternatiba à Saint-Ouen en juin ;
- Convergence avec le CAC, Collectif des associations citoyennes : participation à une table ronde en juin à propos de l'Appel de Grigny, du rapport Borloo ; dénonciation de la non-participation des habitants ;
- Le droit à la ville : intervention dans la table ronde « Le renouvellement urbain contre le droit à la ville » dans le cadre de l'évènement « Le droit à la ville vu des quartiers populaires », organisé à l'initiative de l'université de Nanterre, Paris 8-Saint-Denis, Lavue, Aitec, Appuii, les 23 et 24 mai ;
- Intervention et participation à l'université d'été organisée par le CRID et Attac en août à Grenoble, avec le témoignage de collectifs d'habitants en lutte contre les projets de rénovation urbaine et la démolition de logements (Angers et Melun) ;
- Convergence avec la Marche pour le climat : signature de l'appel et participation aux différentes Marches à Paris et en région ;
- Soutien aux comités Justice et vérité, notamment pour Adama Traoré, et participation à certains rassemblements contre les violences policières ;
- APPUII : les coopérations entre nos deux structures sont nombreuses et multiformes et portent sur le soutien aux collectifs d'habitants qui luttent contre les démolitions et les projets de rénovation urbaine qui se font contre et sans les habitants.

5. Tables de quartier et Conseils citoyens

Le développement des Tables de quartier

Proposition phare du Rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires », les Tables de quartier se multiplient aujourd'hui et favorisent l'émergence du pouvoir d'agir des habitants et des pratiques démocratiques. Lieux de débats, d'échanges, de coordination, de proposition et d'évaluation, les Tables de quartier permettent aux citoyens, aux collectifs et aux associations de contribuer et d'affirmer leur participation à la vie de la cité. Une expérimentation financée par l'État et co-portée par la Fédération des centres sociaux et la Coordination nationale Pas sans Nous a vu le jour en 2014 et s'est terminée fin 2018. Elle a permis l'accompagnement de douze Tables dans différents quartiers populaires français. Séduits par ces espaces indépendants d'échanges et de décision vécus comme une force de mobilisation du quartier, plusieurs habitants se sont emparés des Tables de quartier et les ont développées de manière autonome dans une quinzaine de quartiers supplémentaires.

Au cours de l'année 2018, dernière année de l'expérimentation, les membres des Tables de quartier ont finalisé différents documents qui rendent compte du travail réalisé pendant 3 ans :

- La mise à jour du kit méthodologique des Tables de quartier. Il est composé de six fiches : la présentation de l'expérimentation ; le contexte des Tables à la française ; mobiliser autour du projet des Tables ; les relations avec les institutions et pouvoirs publics ; les outils des Tables de quartier ; les Tables de quartier à Montréal ;
- Un texte qui pose les caractéristiques des Tables de quartier : « Ambitions et principes ». Il pose à la fois les principes d'organisation et de fonctionnement, leurs domaines d'intervention et l'ambition de la construction d'un réseau national ;
- Un portrait des douze Tables de quartier qui ont participé à l'expérimentation.

Tous ces documents sont bien sûr à la disposition de tous ceux qui veulent créer des Tables de quartier.

Cette expérimentation a été accompagnée par une évaluation en continu qui a fait l'objet d'un rapport. Partant des actions conduites par les Tables, ce rapport analyse les conditions de réussite des Tables et reprend toutes les interrogations qui se sont posées pendant les 3 ans : leur capacité de mobilisation ; leur fonctionnement démocratique ; le rôle de l'animateur ; les types d'action, entre auto-organisation, co-construction, interpellation ; leur capacité à se faire entendre par les pouvoirs publics...

Ce rapport a été mis en débat lors d'une journée qui s'est tenue le 21 septembre à la Bourse du travail de Saint-Denis et a rassemblé 120 personnes : participants à l'expérimentation, professionnels et militants associatifs, conseillers citoyens, professionnels des collectivités, universitaires.

Après une présentation très rapide du rapport par son auteur, Jérémy Louis, une table ronde réunissait Claudie Miller, présidente de la FCSF, Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache pour Pas sans Nous, Kaïs Marzouki du CGET, et Cécile Sornin, adjointe au maire de Mulhouse : Pourquoi s'être engagé ? Pourquoi avoir soutenu ?

Mais la journée était surtout consacrée à un travail en ateliers : En quoi les Tables de quartier peuvent influencer sur les décisions publiques ; L'influence de la Table de quartier sur l'évolution des dynamiques sociales dans le quartier ; La Table de quartier par rapport aux autres instances de participation ; Vers la constitution d'un réseau des Tables de quartier.

Julien Talpin concluait la journée : « *L'expérimentation des tables de quartier est une expérience unique, probablement à l'avant-garde des démarches participatives dont les bilans sont souvent sombres avec très peu d'impact sur les politiques publiques. Les tables de quartier dépassent trois écueils : elles parviennent à mobiliser, à faire participer des gens qu'on a souvent du mal à toucher, à entendre ; c'est un processus d'apprentissage, une montée en compétences, en conscience, une "politisation" ; elles parviennent fréquemment à faire bouger les lignes. Il y a des petites victoires qui peuvent briser la résignation* ».

En novembre 2018, le « dernier » séminaire de l'expérimentation était organisé à Colomiers, près de Toulouse. Ces trois jours d'échange ont permis de faire le bilan de l'expérimentation, en revenant sur les expériences locales, en soulevant les difficultés rencontrées et surtout en soulignant les avancées permises par l'existence des Tables.

Mais ce séminaire avait essentiellement pour objectif de construire la suite de l'expérimentation : le développement des Tables de quartier et la constitution du réseau national : objectifs et programmation pour les trois années à venir, relations avec la Fédération des centres sociaux et Pas sans Nous, financement, besoins de formation, pilotage...

À l'issue de ce séminaire, il était décidé de poursuivre non plus l'expérimentation mais le développement des Tables. Le comité de pilotage serait désormais composé de trois têtes : Pas Sans Nous, la Fédération des Centres Sociaux et six représentants des Tables de quartier, l'objectif étant à terme l'autonomie du réseau national.

Le suivi des Conseils citoyens

Pas sans Nous a poursuivi son travail de veille et d'analyse de la presse quotidienne régionale sur les conseils citoyens. C'est ainsi qu'actuellement, plus de 3000 articles de presse sont recensés et classés dans une base de données qui permet un état des lieux assez exhaustif de la réalité de leur fonctionnement.

Cette base de données a permis la rédaction de plusieurs articles pour la revue *Projet* (2018/2, n° 363) et pour *Participations* (cet article, rédigé en 2018, sera publié en 2019). Elle a également permis d'apporter des éléments très factuels à la Commission nationale du débat public pour mettre en œuvre l'évaluation qualitative des conseils citoyens que lui avait confiée le gouvernement : répartition régionale, effectivité ou non des conseils citoyens, certains noms de conseillers du collège habitants... Différents articles, parmi les plus représentatifs, leur ont également été transmis.

Enfin, Pas sans Nous a participé à la 3^{ème} et unique réunion du groupe de travail sur la participation des habitants, de l'Onpv, Observatoire national de la politique de la ville. C'était l'occasion de présenter les conclusions de la Co-évaluation nationale des conseils citoyens, conduites par plusieurs universités d'Île-de-France et de Rhône-Alpes et Pas sans Nous.

De même, la Cndp a présenté l'état d'avancement de son évaluation qui vise à identifier « *les risques et les freins qui risquent de mettre en cause la pérennisation et la consolidation de la démarche, et à proposer des leviers susceptibles d'ancrer dans le temps et dans les territoires les conseils citoyens* ».

Les discussions ont permis de rappeler les principales critiques faites par Pas sans Nous sur l'organisation des conseils citoyens, qui entrave leur fonctionnement :

- Absence d'autonomie : les élus peuvent y être présents, quelques fois les conseils citoyens peuvent même être présidés par le maire ou co-présidés par un binôme habitant/maire, dans d'autres cas, il peut aussi exister un troisième collègue, le collège des élus.
- Absence de moyens de fonctionnement et contrairement aux autres participants aux instances de pilotage du contrat de ville, les habitants ne sont pas des « salariés » de la politique de la ville et ils doivent donc aménager leurs journées pour pouvoir y participer (congés, garde d'enfants, etc.).
- Nécessité de porter une attention particulière à la définition du contenu et de la mise en œuvre des formations dont bénéficient les membres des conseils citoyens (celle de l'École du renouvellement urbain n'est pas suffisante).
- Ambiguïté du positionnement des conseillers : pour se faire connaître, ils sont souvent amenés à mettre en œuvre des actions de convivialité, dans lesquelles ensuite ils s'enferment ou sont enfermés, sans réussir à adopter une posture constructive vis-à-vis du contrat de ville.

6. Mobilisation et plaidoyer

Le Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne

Le lancement officiel de la campagne pour la création de ce Fonds s'était fait le 5 novembre 2016 dans le cadre de l'étape parisienne du Tour de France de Pas sans Nous. Outre les signatures d'un certain nombre de personnalités, cette proposition a reçu le soutien d'autres collectifs nationaux lors de la conférence de consensus qui l'avait officialisé : le Secours catholique, la Fédération nationale des centres sociaux, la Fondation Abbé-Pierre, Pouvoir citoyen en marche, France Nature Environnement, #MaVoix...

Par la suite, il a reçu le soutien de Vox public, de #LesJoursHeureux!, du Collectif Roosevelt... ainsi que d'un candidat à l'élection présidentielle.

Mais force est de constater que devant toutes les attaques contre les associations, en particulier avec la suppression des emplois aidés et de la réserve parlementaire, il était difficile pour Pas sans Nous de mettre la campagne pour la création de ce Fonds comme une priorité nationale. Situation paradoxale puisque justement ce Fonds a pour vocation de sortir les associations d'une relation de dépendance des pouvoirs publics voire de clientélisme...

Mais pas sans Nous s'est saisi de toutes les opportunités pour promouvoir la création de ce Fonds. Notamment dans le cadre de la « mobilisation nationale pour la politique de la ville », le groupe de travail sur la vie associative a été l'occasion de rappeler l'urgence de création de ce Fonds, qui est devenu l'une des propositions portées par le groupe, notamment par le Collectif des associations citoyennes, le Mouvement associatif, et toujours la Fédération des centres sociaux.

Relation avec les pouvoirs publics

En fonction de l'actualité, des décisions gouvernementales, des décrets concernant la politique de la ville et plus largement les politiques publiques, la Coordination nationale Pas sans Nous a poursuivi son travail d'alerte, de mobilisation et d'interpellation via des communiqués, des lettres ouvertes ou son blog sur Médiapart.

En 2018, citons quelques communiqués :

- Lettre ouverte au ministre : « Monsieur Mézard, quel sens donnez-vous au mot « participation » ? », à propos des groupes thématiques lancés par le gouvernement à l'occasion de la « mobilisation nationale pour la politique de la ville », 11 février ;
- L'Appel citoyen à des états généraux de la santé – Appel collectif publié dans Libération, 12 février ;
- Communiqué « Contre la sélection à l'Université », à propos de la réforme Vidal et à l'évacuation violente de la faculté de Tolbiac par les forces de l'ordre, 23 avril ;
- L'Appel de Marseille, suite à l'Assemblée générale de Pas sans Nous, 19 mai ;
- Communiqué suite à la « Mort d'Aboubakar Fofana, il avait 22 ans », 5 juillet ;
- L'Appel à initiatives « +Plus qu'une Marche pour le Climat », 13 octobre ;
- Communiqué « Pour la dissolution de Génération identitaire », 14 octobre ;
- Communiqué « Cherche-t-on un nouvel embrasement des banlieues ? », 7 décembre, suite au traitement particulièrement humiliant des lycéens de Mantes-la-Jolie, par les forces de l'ordre.

Pas sans Nous a également apporté son soutien à différents mouvements mis à mal du fait de leur engagement. Citons, par exemple, Genepi, association qui intervient dans les prisons auprès de jeunes, qui risquait de disparaître ; le Mousseem, festival de l'immigration et de la tricontinentale ; le Dal pour son action contre les expulsions et contre le projet de loi Élan ; la mobilisation « Plus jamais sans ascenseur » ; etc.

Participation aux groupes de la « mobilisation nationale pour la politique de la ville »

Début 2018, le gouvernement demandait un rapport à Jean-Louis Borloo à l'occasion de la « mobilisation nationale pour la politique de la ville », suite à son discours de Tourcoing fin 2017.

Dix groupes de travail étaient installés début février. Tout en ayant dénoncé, lors de la réunion de lancement de ces groupes de travail, l'absence de certaines thématiques comme le logement ou la santé, et par un communiqué dénonçant l'absence des associations des quartiers populaires, Pas sans Nous a répondu à cet appel à contribution et était, peu ou prou, représenté dans neuf groupes sur les dix proposés : évaluation et indicateurs ; secteur associatif ; image des quartiers ; apprentissage et formation professionnelle ; emploi ; emploi et orientation ; culture ; lutte contre les discriminations ; éducation ; sport (seul groupe dans lequel Pas sans Nous n'était pas représenté).

Les principales idées directrices soutenues peuvent se résumer ci-dessous. Au préalable, Pas sans Nous rappelait les inégalités de financement publics et de traitement subies par les habitants des quartiers populaires. L'ensemble des points de vue et propositions défendues par la coordination sont partis de ce préalable.

- Sur l'évaluation, Pas sans nous a défendu l'idée que l'enjeu n'est pas de choisir le « bon indicateur » mais de créer les occasions de pouvoir les utiliser, d'échanger entre les indicateurs froids et la réalité de ce que vivent les habitants. Pas sans Nous a également insisté pour que les Tables de quartiers soient reconnues aussi comme un espace qui peut permettre ces échanges et construire des interpellations. Mais ces idées n'ont pas été reprises dans les conclusions du groupe.
- Sur la vie associative, Pas sans Nous a insisté sur la nécessité de reconnaître et soutenir l'utilité sociale des associations et collectifs d'habitants des quartiers populaires avec, en urgence, supprimer les appels à projet, notifier les demandes de subventions dès janvier avec versement effectif dans les 3 semaines, revenir sur la suppression sur des emplois aidés ; de soutenir les Tables de quartier et leur développement par un financement d'un poste d'animateur-coordonateur ; enfin de créer le Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne, outil pour la défense des droits des habitants, la co-construction des politiques publiques et le soutien de la contre-expertise citoyenne.
- Sur l'image des quartiers, faire émerger le problème de l'image médiatique dans le débat public et sanctionner les médias participant à la stigmatisation des quartiers populaires par une image négative ; exiger la présence d'un collègue habitants au sein du CSA qui auraient pour rôle de veiller à une juste représentation des quartiers dans le service public audiovisuel, d'alerter en cas de manquements dans

le traitement de l'information concernant les quartiers populaires; favoriser et aider au développement et à la diffusion de médias locaux et d'expressions culturelles issues des quartiers populaire, et reconnaître ces médias comme de vrais médias.

- Sur l'emploi, créer une instance locale associant entreprises et associations pour agir sur la création et l'accès à l'emploi, proposer des actions de mécénat d'entreprise, soutenir les initiatives d'économie solidaire. Il était très compliqué de faire valoir le point de vue des quartiers dans cette affaire. Pas sans Nous a beaucoup insisté sur l'idée de mouvement qui doit partir des quartiers, qu'il fallait que les entreprises et les quartiers se rencontrent quelque part, dans un double mouvement. Les Tables de quartier sont autant d'acteurs pertinents sur les questions de mobilisation des entreprises.
- Sur l'emploi et l'orientation, agir sur la montée en compétences des demandeurs d'emplois, sur des métiers porteurs, et pas seulement sur l'ubérisation du travail, en adéquation au bassin d'activités, sur les démarches de parrainage dans les entreprises partenaires des dispositifs d'insertion.
- Sur la culture, reconnaître la culture comme outil d'émancipation et de cohésion sociale, en renforçant les soutiens aux acteurs qui agissent pour les droits culturels, la « démocratie culturelle », l'éducation populaire replacée au cœur de la culture.
- Enfin, sur la lutte contre les discriminations, en faire une priorité nationale, en particulier pour l'accès à l'emploi et au logement, et arrêter de ne mettre en avant que l'antisémitisme alors que le gouvernement refuse de parler d'islamophobie. Pas sans Nous a mis en jeu sa participation aux groupes de travail sur cette approche qui hiérarchise le racisme : *« Spécifier l'antisémitisme constitue un risque d'attiser les conflits intercommunautaires : toutes les formes de discriminations sont objets de lutte : racisme, islamophobie, antisémitisme. Sans nier les crispations aigues (voire graves) entre les communautés, il faudrait aller plus loin dans l'analyse de ces phénomènes ».*

Mais ce qui est ressorti de ces groupes de travail, c'est la non prise en compte presque systématique des propositions de Pas sans Nous. De fait, prévalait le sentiment que les synthèses de ces ateliers étaient écrites avant même les réunions.